

Arrêt

n° 235 811 du 12 mai 2020
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître J. HARDY
Rue des Brasseurs 30
1400 NIVELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA IIIème CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 31 décembre 2019, par X, qui déclare être de nationalité française, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de fin de séjour, prise le 2 décembre 2019.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 14 février 2020 convoquant les parties à l'audience du 6 mars 2020.

Entendu, en son rapport, B. VERDICKT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me J. HARDY, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La partie requérante est née le 30 octobre 1993 en Belgique. Elle est de nationalité française.

Elle est sous carte E+, attestant d'un séjour permanent, depuis le 27 mars 2009. Les parents de la partie requérante ainsi que ses frères et sœurs plus jeunes sont tous de nationalité française et résident en Belgique.

Le père de la partie requérante est décédé le 11 mars 2019.

1.2. Le 26 novembre 2014, la partie requérante est condamnée par le Tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de travail de 150 heures ou en cas de non-exécution à une peine d'emprisonnement de 20 mois du chef de vol avec violences ou menaces, la nuit, par deux ou plusieurs personnes. Elle a commis ce fait dans la nuit du 1^{er} au 2 juin 2013.

1.3. Le 16 juin 2015, la partie requérante est condamnée par le Tribunal de Première Instance de Bruxelles à une peine de 7 ans d'emprisonnement, peine confirmée par la Cour d'Appel de Bruxelles le 23 octobre 2015 pour viol avec violences, sur sa petite sœur mineure de moins de 10 ans accomplis et avec la circonstance que le coupable est le frère de la victime; d'avoir commis un attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineure de moins de 16 ans accomplis, avec la circonstance que le coupable est le frère de la victime; de coups ou blessures volontaires ayant causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, avec la circonstance que le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne dont la situation de vulnérabilité en raison de l'âge, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale était apparente ou connue de l'auteur des faits, par une personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime (2 faits); de coups ou blessures volontaires, avec la circonstance que le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne dont la situation de vulnérabilité en raison de l'âge, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale était apparente ou connue de l'auteur des faits, par une personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime (7 faits); de coups ou blessures volontaires ayant causé une maladie ou une incapacité de travail personnel (2 faits); de coups ou blessures volontaires, avec la circonstance que le coupable a commis le délit ou le crime envers soit son père, soit sa mère, soit un ascendant, en l'espèce sa mère; de coups ou blessures volontaires; de menaces par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés; d'avoir été porteur d'un objet qui n'est pas conçu comme une arme, mais dont il apparaît clairement étant donné les circonstances concrètes que celui qui le détient, le porte ou le transporte entend manifestement l'utiliser aux fins de menacer ou de blesser physiquement les personnes (4 faits). Elle a commis ces faits entre le 30 octobre 2011 et le 8 octobre 2014.

1.4. Le 24 septembre 2018, la partie requérante a reçu le questionnaire destiné à l'entendre sur le projet de la partie défenderesse de mettre fin à son séjour, ainsi que le courrier explicatif qui l'accompagnait.

Cette même demande est réitérée le 2 octobre 2019.

1.5. Le 2 décembre 2019, la partie défenderesse a pris à l'égard de la partie requérante une décision de fin de séjour, motivée comme suit :

« En exécution de l'article 44bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est mis fin à votre séjour, pour les motifs suivants :

Vous êtes né en Belgique. Le 30 octobre 1993, vous avez été inscrit au Registre de la Population et mis en possession d'une C.I.Enf. Le 22 juin 2006 une C.CEE vous a été délivrée et depuis le 27 mars 2009, vous êtes en possession d'une carte E+.

Le 07 octobre 2014, vous avez été écroué afin de subir la peine prononcée à votre encontre le 01 octobre 2014 par le Tribunal correctionnel de Bruxelles. Le 09 octobre 2014, vous avez fait opposition à ce jugement et avez été libéré de la prison de Forest le 15 octobre 2014.

En date du 21 octobre 2014, vous avez été écroué sous mandat d'arrêt du chef de viol sur mineur, d'attentat à la pudeur, de coups ou blessures et de menaces par gestes ou emblèmes.

Le 23 octobre 2015, vous avez été définitivement condamné par la Cour d'appel de Bruxelles.

L'ensemble de vos condamnations se résume comme suit :

-Le 26 novembre 2014, vous avez été condamné par le Tribunal correctionnel de Bruxelles à une peine de travail de 150 heures ou en cas de non-exécution à une peine d'emprisonnement de 20 mois du chef de vol avec violences ou menaces, la nuit, par deux ou plusieurs personnes. Vous avez commis ce fait dans la nuit du 1^{er} au 2 juin 2013.

-Le 23 octobre 2015, vous avez été condamné par la Cour d'appel de Bruxelles à une peine d'emprisonnement de 7 ans du chef de viol avec violences, sur mineure de moins de 10 ans accomplis et avec la circonstance que le coupable est le frère de la victime; d'avoir commis un attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineure de moins de 16 ans accomplis, avec la circonstance que le coupable est le frère de la victime; de coups ou blessures volontaires ayant causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, avec la circonstance que le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne dont la situation de vulnérabilité en raison de l'âge, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale était apparente ou connue de l'auteur des faits, par une personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime (2 faits); de coups ou blessures volontaires, avec la circonstance que le crime ou le délit a été commis envers un mineur ou envers une personne dont la situation de vulnérabilité en raison de l'âge, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale était apparente ou connue de l'auteur des faits, par une personne qui cohabite occasionnellement ou habituellement avec la victime (7 faits); de coups ou blessures volontaires ayant causé une maladie ou une incapacité de travail personnel (2 faits); de coups ou blessures volontaires, avec la circonstance que le coupable a commis le délit ou le crime envers soit son père, soit sa mère, soit un ascendant, en l'espèce sa mère; de coups ou blessures volontaires; de menaces par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés; d'avoir été porteur d'un objet qui n'est pas conçu comme une arme, mais dont il apparaît clairement étant donné les circonstances concrètes que celui qui le détient, le porte ou le transporte entend manifestement l'utiliser aux fins de menacer ou de blesser physiquement les personnes (4 faits). Vous avez commis ces faits entre le 30 octobre 2011 et le 08 octobre 2014.

Conformément à l'article 62§1 de la loi du 15 décembre 1980, vous avez reçu le questionnaire «droit d'être entendu» le 24 septembre 2018. Vous avez déclaré savoir lire et/ou écrire le français et l'arabe; ne souffrir d'aucune maladie; avoir toute votre famille sur le territoire, à savoir vos parents, 3 sœurs, 1 frère, des tantes-oncles et cousins-cousines; ne pas avoir d'enfant mineur en Belgique; ne pas être marié ou avoir de relation durable dans votre pays d'origine ou ailleurs qu'en Belgique; ne pas avoir de famille dans votre pays d'origine ou ailleurs qu'en Belgique.

Vous avez déclaré également ne pas avoir d'enfant mineur dans votre pays d'origine ou ailleurs qu'en Belgique; avoir fait vos études jusqu'en 3ème général et avoir suivi une formation en «cariste»; ne jamais avoir travaillé en Belgique; ne jamais avoir travaillé dans votre pays d'origine ou ailleurs; ne jamais avoir été incarcéré/condamné ailleurs qu'en Belgique et à la question de savoir si vous aviez des raisons de ne pouvoir retourner dans votre pays d'origine, vous avez déclaré : «Je suis jamais aller en France, toute ma vie je l'ai passée en Belgique.»

Aucun document n'est joint pour étayer vos dires.

Vous avez reçu un nouveau questionnaire droit d'être entendu le 02 octobre 2019. Vous avez déclaré savoir lire et/ou écrire le français et l'arabe; ne souffrir d'aucune maladie; ne pas être marié ou avoir de relation durable en Belgique; avoir de la famille sur le territoire, à savoir votre mère, 3 sœurs [A.K.], [A.M.] et [A.H.], 1 frère [A.B.], des tantes-oncles et cousins-cousines; ne pas avoir d'enfant mineur en Belgique; ne pas être marié ou avoir de relation durable dans votre pays d'origine ou ailleurs qu'en Belgique; ne pas avoir de famille dans votre pays d'origine ou ailleurs qu'en Belgique; ne pas avoir d'enfant mineur dans votre pays d'origine ou ailleurs qu'en Belgique; avoir fait vos études jusqu'au 2ème degré et avoir suivi une formation comme cariste; ne pas avoir eu l'occasion de travailler car vous êtes «rentré jeune»; ne jamais avoir travaillé dans votre pays d'origine ou ailleurs; ne jamais avoir été incarcéré/condamné ailleurs qu'en Belgique et à la question de savoir si vous aviez des raisons de ne pouvoir retourner dans votre pays d'origine, vous avez déclaré : «Je suis né en Belgique, j'ai aucune attache en dehors de la Belgique, à l'heure actuel je suis avec quelqu'un ma famille a besoin de moi surtout à la suite du décès de mon père [A.C.B.] décès le 11/03/2019.»

Vous n'avez joint aucun document pour étayer vos dires.

Dans le cadre d'une décision de fin de séjour prise conformément à l'article 44bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, une attention particulière doit être apportée à l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Il y a lieu d'examiner les liens familiaux que vous entretenez en Belgique. La vie familiale au sens de la CEDH reprend les liens entretenus par la famille nucléaire, ceci étant les liens entre partenaires et entre les parents et enfants mineurs. Les autres membres de la famille entrent dans les

dispositions reprises par l'article 8 de la CEDH lorsqu'un lien de dépendance plus que normal est prouvé, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans l'arrêt Mokrani c. France (15 juillet 2003), la Cour Européenne des Droits de l'Homme considère que les relations entre parents et enfants majeurs «ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la CEDH sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux».

Il ressort de votre dossier administratif que vous êtes célibataire, sans enfant. Vous avez cependant de la famille sur le territoire, à savoir votre mère [H.F.], née à XXX en 1967; votre frère [A.B.], né à Bruxelles le 15.10.2001; vos sœurs [A.K.], née à Saint-Josse-ten-Noode le xxx 1995, [A.M.], née à Bruxelles le xxx.1996 et [A.H.], née à Bruxelles le xxxx.2005. Toute votre famille a la nationalité française et réside également sur le territoire (carte E+).

Votre père [A.C.], né à xxx le xxx.1961, de nationalité française est décédé le 11/02/2019.

Au vu de la liste de vos visites en prison, liste qui reprend vos visites depuis votre incarcération en octobre 2014, vous recevez la visite régulière depuis 2019 des membres de votre famille (mère, frère et sœur).

Il ressort également de la liste de vos permissions de visite que d'autres personnes reprises comme oncle, neveu et cousins(es), nièce y sont inscrites, cependant le lien de parenté n'est pas établi. La dernière visite d'une de ces personnes remonte au mois de novembre 2016.

Vous n'êtes pas marié et n'avez pas d'enfants. Quant à votre famille, il n'y a pas d'obstacle insurmontable au maintien de contacts réguliers, la France est un pays de l'Union européenne facilement accessible dont ils ont de plus la nationalité. Ajoutons que la France étant un pays limitrophe à la Belgique, ce qui laisse l'opportunité à votre famille de venir vous rendre visite sans difficulté.

Il leur est également possible de garder des contacts réguliers avec vous via différents moyens de communication (internet, Skype, téléphone, etc...). Notons que vous avez tout aussi bien la possibilité de mettre à profit le temps de votre incarcération afin de préparer au mieux votre installation. Votre famille (au sens large) peut très bien vous aider matériellement ou financièrement si nécessaire et s'ils en ont la possibilité.

Vous déclarez être «avec quelqu'un» sans plus de précision, mais vous avez biffé la question 6 du questionnaire droit d'être entendu vous interrogeant sur la présence d'une relation durable en Belgique. Quoi qu'il en soit, votre présumée «compagne», n'a aucune obligation de quitter le territoire, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne peut volontairement vous suivre si elle le désire. Rien ne permet d'établir qu'il vous serait impossible de refaire votre vie dans le pays dont vous avez la nationalité ou ailleurs.

La liste de vos permissions de visite reprend comme «concubine» [A.L.], celle-ci n'est jamais venue vous rendre visite.

Signalons que vous avez déclaré que votre famille avait besoin de vous, surtout depuis le décès de votre père, qu'il s'agit d'une réponse pour le moins interpellante au vu des faits que vous avez commis, qui plus est, vu votre incarcération depuis octobre 2014, ceux-ci ont appris à vivre sans votre présence.

Vous n'apportez aucun élément qui démontrerait qu'il vous serait impossible de développer une vie de famille dans votre pays d'origine ou ailleurs.

Le droit au respect de la vie familiale garanti par l'article 8 de la CEDH n'est pas absolu. En matière d'immigration, la CEDH a rappelé, à diverses occasions, qu'elle ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH, Slivenko/Lettonie (GC), 9 octobre 2003, § 115; Cour EDH, UkajVSuisse, 24 juin 2014, § 27). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, 31 janvier 2006, § 39; Cour EDH Mugenzi/France, 10 juillet 2014, § 43), ou comme garantissant, en tant que tel, le droit à un type particulier de titre de séjour (Cour EDH, Chbihi Loudoudi et

autres/Belgique, 16 décembre 2014, § 135). Les Etats contractants ont le droit, en vertu d'un principe de droit international bien établi et sans préjudice des engagements découlant pour eux de traités, y compris la Convention, de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non-nationaux (Cour EDH, Kurie et autres/Slovénie (GC), 26 juin 2012, § 355; voir également Cour EDH 3, Jeunesse/Pays-Bas (GC), octobre 2014, § 100). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Cet article stipule également «qu'il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui».

Or, vous êtes bien connu de la Justice pour des faits qui peuvent nuire gravement à l'ordre public. Par conséquent, le danger grave que vous représentez pour ladite sécurité justifie la conclusion que l'intérêt de l'Etat pèse plus lourd que votre intérêt à exercer votre vie de famille et/ou privée en Belgique.

Toujours dans le cadre d'une décision de fin de séjour prise conformément à l'article 44bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il doit également être tenu compte de la durée de votre séjour, de votre âge, de votre état de santé, de votre situation familiale et économique, de votre intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de vos liens avec votre pays d'origine.

En ce qui concerne votre situation familiale, celle-ci a été évoquée ci-avant.

D'un point de vue professionnel, votre dossier administratif ne contient aucun élément qui permette de confirmer que vous avez terminé vos études, que vous ayez obtenu un diplôme reconnu ou que vous ayez suivi une formation. Comme vous le stipulez dans le questionnaire, vous déclarez avoir arrêté vos études en 3ème (ou 2ème) général et suivi une formation comme cariste.

Comme indiqué dans l'arrêt de la Cour d'appel, vous avez expliqué devant le juge d'instruction être inactif professionnellement depuis 2013, et précisé avoir commencé une formation de 'cariste' et vouloir vous engager dans l'armée française pendant trois ans. Vous avez également fait référence, comme projet de réinsertion envisagée, d'un engagement à la Légion Etrangère.

Au vu de éléments mentionnées ci-avant, vous avez la possibilité de reprendre vos études, de suivre une formation ou de trouver un emploi en France ou ailleurs si vous le désirez, qui plus est la barrière de la langue n'existe pas. Vous ne pouvez dès lors pas prétendre que vous n'avez aucune chance de vous intégrer professionnellement ailleurs qu'en Belgique. Vous déclarez par ailleurs n'avoir aucun problème de santé.

Pour déterminer le taux de la peine, la Cour a mis en exergue : «Les faits commis par le prévenu sont d'une extrême gravité. D'une part, celui-ci n'a pas hésité à attenter à la pudeur, avec violences ou menaces, et à violer, à plusieurs reprises, pendant plus de deux ans et demi, sa très jeune sœur alors que celle-ci était âgée de sept à neuf ans. Au cours de cette période particulièrement longue, il a, en plus, fait vivre cette enfant dans la crainte permanente de représailles au cas où les faits seraient dévoilés. De tels faits sont gravement attentatoires à l'intégrité physique et psychologique d'autrui.

La psychologue [C.] souligne que «le fonctionnement familial (conflits, violences, maladie psychiatrique du père, difficultés éducationnelles des parents) ainsi que le vécu d'abus sexuels ont inévitablement marqué H. dans ses fonctionnements psychologiques (...). L'équipe SO S-Enfant va dans le sens d'un placement suite à l'hospitalisation au CHU Saint-Pierre».

D'autre part, le prévenu a frappé, avec une grande lâcheté, sa mère et ses trois sœurs, à de très nombreuses occasions, profitant de la situation de force qui était la sienne au sein du milieu familial. En agissant de la sorte, il a notamment infligé à certaines de ses victimes diverses incapacités de travail. Il a ainsi démontré, en faisant régner la terreur parmi les siens, son incapacité à maîtriser ses pulsions violentes lorsqu'il est contrarié.

Il a, enfin, utilisé, à quatre reprises, divers objets comme armes pour menacer ou blesser ses proches. Il est significatif de rappeler à ce propos qu'il a planté une fourchette dans l'avant-bras de sa sœur K., démontrant de la sorte son absence de toute limite. Force est de constater que le prévenu ne s'est jamais remis en question, se contentant, au fil des auditions, de justifier son agressivité par la nécessité

de contrôler ses sœurs qui l'auraient provoqué constamment. A supposer même que K. et M. aient été des adolescents turbulents, il n'appartenait pas au prévenu de les «éduquer» en faisant usage d'une violence inacceptable.

Dans le cadre de son examen neuropsychiatrique du 3 novembre 2014, le docteur [M.] souligne que la personnalité du prévenu «est du registre des 'états limites' avec des fragilités» narcissiques inhérentes à ce type de personnalité».

Toujours selon l'arrêt de la Cour d'appel, il ressort du rapport établi par le psychiatre [E.], le 18 septembre 2015, que «la personnalité (du prévenu) est capable de profiter d'un suivi psychologique durable sous contrôle de la maison de Justice pour réinvestir le social.»

A partir d'octobre 2016 vous avez bénéficié de permissions de sortie et avez sollicité le 25 juillet 2017 une demande de surveillance électronique.

Votre demande était basée sur différents éléments, à savoir résider seul dans un studio, suivre une formation (du 17/04 au 12/10/2018); solliciter l'allocation entretien-détenu auprès du CSE; maintenir le suivi spécialisé axé sur votre problématique sexuel et sur votre violence auprès du Service de Santé Mentale; poursuivre l'indemnisation des parties civiles et faire du sport.

Cette demande a été rejetée le 27 avril 2018 par le Tribunal de l'application des peines de Liège pour différents motifs, notamment le risque de perpétration de nouvelles infractions graves et le risque d'importuner les victimes.

Le Tribunal mentionne dans son jugement : «Il convient également de signaler les conduites antisociales dont certaines sont assorties de violences envers les victimes et ce de son adolescence à son incarcération. Parmi ses traits de personnalité antisociaux, le SPS relève : impulsivité, opportunisme, rapport ténu à la loi, toute-puissance, manque d'empathie, ancrage précoce dans la délinquance, manque d'ancrage socioprofessionnel et violence notamment au plan sexuel. (...).

Dans son rapport du 20 mars 2017, le SPS mentionne que «peu conscient de ses difficultés, M. [A.] ne conçoit pas ce qu'il pourrait retirer d'une prise en charge thérapeutique, acceptant néanmoins de se soumettre à toutes les conditions qui lui seront imposées par l'autorité compétente.».

Vous avez respectivement introduit le 20 avril 2018 une demande de libération conditionnelle et le 04 octobre 2018 une demande de surveillance électronique. A l'audience du 25 juin 2019, vous avez renoncé à votre demande de libération conditionnelle. Par jugement du 05 juillet 2019, le Tribunal de l'application des peines a déclaré la demande recevable, mais devenue sans objet.

Quant à votre demande de surveillance électronique, celle-ci a été rejetée par le Tribunal de l'application des peines le 05 juillet 2019. Dans son jugement le Tribunal indique que vous ne bénéficiez plus de permissions de sortie ni de congés depuis novembre 2018 suite à des coups portés à votre compagne et à une inculpation pour vol avec violences commis lors d'une sortie, ces dossiers sont toujours à l'instruction.

Le suivi spécialisé initié en novembre 2017 est depuis interrompu. Vu les faits commis le Tribunal estime que sans un réel ancrage dans cette thérapie aucune mesure élargie ne peut vous être accordée.

Au niveau du risque de perpétrations de nouvelles infractions graves, le Tribunal fait un long historique de votre parcours au niveau de votre suivi :

«Le 23 octobre 2015, M. [A.] a été condamné par la Cour d'appel de Bruxelles à 7 ans d'emprisonnement pour avoir à de nombreuses reprises, entre février 2012 et octobre 2014, violé sa sœur [H.] (2005) et avoir attenté à sa pudeur.

Dans son avis d'orientation thérapeutique de 2016, M. [H] psychologue-sexologue au C.A.B., estimait que «l'acte transgressif et violent qu'a perpétré M. [A.] à l'encontre de sa petite sœur [H.] serait révélateur d'un «mâle dominant» qui a eu recours à sa sœur par facilité d'accès sexuel dans un contexte familial dépourvu de toute supervision parentale et dans lequel il jouit d'une toute-puissance et d'un pouvoir abusif. En outre, la grande différence d'âge entre sa sœur et lui (11 ans) exclut toute

explication par le recours à des «jeux consensuels d'exploration». Durant cette même période, le condamné a également porté des coups à ses sœurs [K.] et [M.] ainsi qu'à sa mère, Mme [H.].

La Cour relève qu'«il paraît évident que toute la famille vit dans un climat de crainte de l'intéressé. Il sème la terreur. Il est violent envers tout le monde, il impose sa loi à la maison et même ses parents qui n'osent pas le mettre à la porte.»

M. [A.] explique son recours à la violence dans sa famille par le rôle de «grand frère» qui a dû se substituer au père pour épauler sa mère. Ce discours laisse apparaître une banalisation de la violence et une minimisation voire une justification de ses propres actes violents. Les intervenants psychosociaux évoquent quant à eux la possibilité que «la force excessive et violente utilisée par l'intéressé envers les membres féminins de sa famille ait été parfois chargée d'érotisme, constituant alors le fondement du plaisir ou de la gratification, soit l'omnipotence envers ces personnes.»

Les victimes de l'intéressé ne se limitent pas au cadre familial. Ses conduites antisociales dont certaines sont accompagnées de violence sont apparues dès son adolescence et sont toujours présentes depuis son incarcération (nombreux problèmes disciplinaires, coups à une compagne en novembre 2018, difficultés à se soumettre à des règles et à un dispositif conditionnel ...).

Parmi les traits de personnalité antisociaux, le SPS relève : impulsivité, opportunisme, rapport ténu à la loi, toute-puissance, manque d'empathie, ancrage précoce dans la délinquance, manque d'ancrage socioprofessionnel et violence notamment au plan sexuel. Pour tenter de limiter le risque de nouvelles infractions graves, un suivi psychologique spécialisé axé sur sa violence et sur la problématique sexuelle est privilégié par le C.A.B. La question de son attirance sexuelle envers une fillette de 7 à 9 ans et de ses comportements antisociaux envers les autres membres féminins de sa famille doit également être approfondie.

Dans son rapport de mars 2017, le SPS de [M.] mentionne que «peu conscient de ses difficultés, M. [A.] ne conçoit pas ce qu'il pourrait retirer d'une prise en charge thérapeutique, acceptant néanmoins de se soumettre à toutes les conditions qui lui seront imposées par l'autorité compétente.» Un doute persiste quant à l'efficacité de ce suivi par rapport au risque de récurrence (sexuelle) violente.

Le suivi spécialisé étant interrompu depuis novembre 2018, la preuve d'un réel ancrage devra dès lors être rapportée lors de l'examen d'une prochaine demande.

Le Tribunal estime que ces contre-indications font actuellement obstacle à l'octroi de la mesure sollicitée, la fixation de conditions particulières ne permettant pas d'y répondre.»

Il ne peut être que constaté que bien qu'écroué depuis 2014, il n'y a pas d'évolution positive dans votre comportement et le Tribunal émet donc actuellement encore des réserves. Qu'à supposer que ce même Tribunal émette dans le futur un avis positif quant à vos demandes (permission de sortie, surveillance électronique, etc ...), rien ne permet non plus d'établir que le risque de récurrence est totalement exclu. Les faits que vous avez commis en novembre 2018 (coups portés à votre compagne et une inculpation pour vol avec violences commis lors d'une sortie) ne plaident pas en votre faveur, ni votre comportement en détention. Rien ne permet d'établir que vous ayez terminé vos études, travaillé ou suivi une formation, vous déclarez avoir arrêté vos études en 3ème (ou 2ème) et ne jamais avoir travaillé. Vous avez commis des faits répréhensibles dès 2011 et êtes connu de la justice depuis 2013. Il y a également lieu de relever encore une fois les éléments mentionnés par le Tribunal de l'application des peines de Liège dans son jugement du 27 avril 2018 : «Il convient également de signaler les conduites antisociales dont certaines sont assorties de violences envers les victimes et ce de son adolescence à son incarcération. Parmi ses traits de personnalité antisociaux, le SPS relève : impulsivité, opportunisme, rapport ténu à la loi, toute-puissance, manque d'empathie, ancrage précoce dans la délinquance, manque d'ancrage socioprofessionnel et violence notamment au plan sexuel. (...).

Rappelons également que vous avez bénéficié de différentes mesures de faveur, notamment une peine de travail et des permissions de sorties (congés pénitentiaires), que vous n'avez pas mis à profit au vu de votre dernière condamnation et des faits survenus en novembre 2018.

Bien que né en Belgique, il ne peut être que constaté au travers de l'ensemble de ces éléments que votre intégration tant économique, culturelle, que sociale est pour le moins limitée.

Il convient de rappeler que vous avez été violent envers votre mère et vos sœurs et avez abusé sexuellement de votre plus jeune sœur alors qu'elle n'avait que 7 ans et ce durant 2 ans. Il y a lieu de mettre en évidence la gradation dans la gravité des faits commis sur votre petite sœur. Dans l'arrêt de la Cour d'appel, la Cour fait mention du rapport de l'expert qui déclare «il y a une installation progressive des abus sexuels (au début dans sa chambre à elle, après tout le temps dans la chambre de [H.], pas de fellation au début, plus tard quand elle avait huit ans; la pénétration anale la dernière fois». Il aura fallu votre arrestation pour mettre fin à vos agissements culpeux.

À cet égard, la Convention des Nations Unies (du 20 novembre 1989) relative aux droits de l'enfant impose (article 19) aux États l'obligation claire de «protéger l'enfant contre toutes les formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié».

La gravité de ce type d'infractions ressort également de l'article 3 de la directive 2011/93, qui dispose, à son paragraphe 4, que le fait de se livrer à des activités sexuelles avec un enfant qui n'a pas atteint la majorité sexuelle doit être passible d'une peine maximale d'au moins cinq ans d'emprisonnement, alors que, en vertu du paragraphe 5, sous i), du même article, le fait de se livrer à de telles activités en abusant d'une position reconnue de confiance, d'autorité ou d'influence sur un enfant doit être passible d'une peine maximale d'au moins huit ans d'emprisonnement. Selon le même paragraphe 5, sous iii), cette peine doit être de dix ans au moins en cas d'usage de la contrainte, de la force ou de menaces. Conformément à l'article 9, sous b) et g), de la même directive, doivent être considérées comme aggravantes les circonstances que l'infraction a été commise par un membre de la famille de l'enfant, une personne qui cohabite avec l'enfant ou une personne ayant abusé de sa position reconnue de confiance ou d'autorité et la circonstance que l'infraction a été commise en ayant recours à des actes de violence grave ou a causé un préjudice grave à l'enfant.

La société a le droit et le devoir de protéger les enfants de ceux qui menacent leur intégrité physique et psychique.

Cette décision constitue dès lors une mesure nécessaire à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales de par votre comportement personnel et l'extrême gravité des faits commis, attestée à suffisance par la lourde peine d'emprisonnement prononcée à votre encontre.

La menace très grave que votre comportement personnel représente pour la sécurité publique est telle que vos intérêts familiaux et personnels (et ceux des vôtres) ne peuvent en l'espèce prévaloir sur la sauvegarde de l'ordre public.

L'ordre public doit être préservé et une décision de fin de séjour est une mesure appropriée à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales.

Vos déclarations, que vous n'étayez par aucun document, ne sont pas de nature à remettre en cause la nécessité de cette décision.

Par votre comportement vous avez démontré un mépris total pour l'intégrité physique et psychique d'autrui. Ce même comportement représente une menace, grave, réelle et actuelle, affectant un intérêt fondamental de la société belge.

Par conséquent, il est mis fin à votre droit au séjour sur le territoire pour des raisons graves d'ordre public au sens de l'article 44bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.»

2. Procédure

2.1. Le 11 février 2020, la partie requérante fait parvenir au Conseil une pièce qu'elle intitule « Mémoire de synthèse ». La partie requérante ayant fait le choix procédural d'introduire un recours en suspension et en annulation n'est pas recevable à déposer un mémoire de synthèse seul prévu dans le cadre de la procédure en annulation visée à l'article 39/81 de la loi du 15 décembre 1980.

2.2. A l'audience, les parties s'accordent à requalifier ladite pièce en une « note d'audience ».

Le dépôt d'une note d'audience n'est pas prévu par le Règlement de procédure du Conseil. Cependant, dans la mesure où il constitue le reflet de la plaidoirie de la partie défenderesse à l'audience, il n'est pas pris en compte comme une pièce de procédure, mais uniquement à titre d'information dans le cadre de l'analyse de la recevabilité du recours (en ce sens, C.E., 1er juin 2011, n° 213.632 ; C.E., 19 novembre 2014, n° 229.211 ; C.E., 22 septembre 2015, n° 232.271 ; C.E. 4 août 2016, n° 235.582).

3. Exposé du moyen d'annulation

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation « du droit fondamental à la vie privée et familiale, protégés par les articles 8 CEDH et 7 et 52 de la Charte ; l'article 28 de la directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union (...) ; des articles 44bis, 45 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « LE ») ; des articles 2, 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation des actes administratifs ; du principe de bonne administration, et particulièrement le devoir de minutie et de prudence ».

3.2.1. Après un rappel des différentes dispositions et principes invoqués, la partie requérante résume différentes branches.

En une première branche, elle expose que la décision n'est pas valablement motivée en droit et en fait dès lors qu'elle est prise sur pied de l'article 44bis, §2, de la loi du 15 décembre 1980. Or, elle estime que c'est le paragraphe 3 du même article qui est applicable à sa situation au vu de sa naissance et son séjour en Belgique. Elle fait en outre grief à la partie défenderesse de ne pas exposer pourquoi le paragraphe 3 ne s'appliquerait pas.

En une deuxième branche, la partie requérante estime que la décision de fin de séjour n'est pas valablement motivée dès lors que le « seuil de menace » adéquat n'est pas appliqué, et que des « raisons impérieuses » ne sont pas dûment motivées, à savoir une menace pour la « sécurité nationale » conformément aux articles 44bis, §3 de la loi du 15 décembre 1980 et 28.3 de la directive 2004/38. Subsidiairement, elle fait valoir qu'à considérer « que c'est le seuil des articles 44bis, §2 LE et 28 §2 de la directive 2004/38 qui est applicable », elle soutient que les faits pour lesquels elle a été condamnée et la menace qu'elle constitue « ne sont pas suffisamment graves et ne rencontrent pas le seuil visé par le législateur belge, ni le seuil (quelque peu différent) visé par le législateur européen, et le les garanties dictées par les droits fondamentaux à la vie privée et familiale, pour autoriser une telle décision ».

Dans le cadre d'une troisième branche, la partie requérante soutient que la partie défenderesse méconnaît les articles 44 et 45 de la loi du 15 décembre 1980 et le droit fondamental à sa vie privée et familiale, le devoir de minutie, et les obligations de motivation, estimant que la décision entreprise constitue une atteinte disproportionnée dans ses droits fondamentaux, ne repose pas sur une analyse aussi minutieuse que possible des éléments de l'espèce, et que la motivation de la décision est insuffisante.

3.2.2. Sous un titre « Développements », la partie requérante rappelle le libellé de l'article 44bis, §3, de la loi du 15 décembre 1980 et note que la décision attaquée n'est pas motivée au regard des raisons impérieuses ni au regard de la sécurité nationale. Elle expose que la notion d'ordre public se réfère, selon la jurisprudence européenne, à un « intérêt fondamental de la société », un élément essentiel de « l'ordre social », et non « toute infraction à la loi » alors que la notion de sécurité nationale « comprend notamment l'atteinte au fonctionnement des institutions et des services publics essentiels, ainsi que la survie de la population, de même que le risque d'une perturbation grave des relations extérieures ou de la coexistence pacifique des peuples, ou encore l'atteinte aux intérêts militaires ». Elle estime que la notion de sécurité nationale « semble viser essentiellement le terrorisme et l'espionnage. Elle, a été étendue au trafic international de stupéfiant d'une certaine ampleur [...] ». Elle renvoie à l'arrêt n°196.353 du 8 décembre 2017 rendu par le Conseil en Chambres réunies qui a jugé que la notion de sécurité publique équivaut à celle de sécurité nationale et rappelant plusieurs passages de la jurisprudence de la Cour de Justice dans l'affaire *Tsakouridis* du 23 novembre 2010. Elle fait valoir qu'à supposer une notion plus large de « sécurité nationale », les faits qu'elle a commis « aussi horribles et inacceptables qu'ils soient », n'entrent pas dans la définition de sécurité nationale. Quant aux « raisons impérieuses », elles se distinguent des « motifs graves » pour la sécurité publique par le caractère exceptionnel de la menace d'atteinte à la sécurité publique que constitue le comportement de l'individu concerné. Or, elle soutient que les raisons impérieuses n'existent pas *in casu* et que la décision n'est

pas motivée quant à la raison pour laquelle elle constituerait le seul moyen de se prémunir contre le risque qu'elle représente et donc quant à l'article 44bis, § de la loi du 15 décembre 1980.

Ensuite, elle fait valoir qu'à supposer que le paragraphe 2 de l'article 44bis de la loi du 15 décembre 1980 trouve à s'appliquer, *quod non*, elle estime que la partie défenderesse se devait de tenir dûment compte du fait qu'elle est née et a grandi en Belgique et de motiver dûment sa décision à cet égard. Elle rappelle être citoyen de l'Union, de sorte qu'elle ne pourrait certainement pas se voir appliquer un seuil moins favorable qu'un ressortissant de pays tiers. Elle renvoie à cet égard aux larges débats qui se sont tenus lors de l'adoption de la loi du 24 février 2017 ainsi que dans le cadre du recours introduit devant la Cour constitutionnelle qui a donné lieu à l'arrêt 112/2019 du 18 juillet 2019 dont elle rappelle des extraits relatifs à la réserve interprétative concernant les raisons pour lesquelles il pouvait être mis fin au séjour d'un étranger né en Belgique, et dont elle déduit qu'ils se lisent comme seul réservé « aux cas dans lesquels la menace constituée par l'étranger est *la plus grave*, et que c'est la *sécurité nationale* qui est en cause ». Dès lors, elle estime que même à considérer que c'est à l'aune du paragraphe 2 que sa situation doit être appréhendée encore conviendrait-il de constater que la due prise en compte de son séjour en Belgique, et notamment le fait qu'elle y est née, « n'est pas valablement reflété dans la motivation de la décision, et que le seuil visé par la Cour constitutionnelle pour les étrangers nés en Belgique, n'est pas rencontré ». Elle renvoie à des extraits de l'arrêt *Maslov* et *Boussara* rendus par la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après CEDH) respectivement le 23 juin 2008 et le 23 septembre 2010. Elle estime que ce seuil particulier n'est pas motivé ni rencontré en l'espèce.

Elle en déduit également qu'une atteinte disproportionnée est portée à son droit de séjour et à son droit fondamental à sa vie privée et familiale dès lors que la décision la prive de séjour sur le territoire belge et l'expose à la poursuite d'une expulsion forcée vers son pays d'origine. En conséquence, elle estime que la décision attaquée met à mal sa vie privée et familiale en violation des articles 8 de la CEDH et 7 et 52 de la Charte sans que la partie défenderesse n'ait procédé à l'analyse minutieuse qui s'impose au regard de l'ingérence portée dans sa vie privée et familiale du requérant, et n'ait valablement motivé sa décision en violation des articles précités et de l'obligation de minutie et de motivation. Elle renvoie à la jurisprudence européenne et à des arrêts du Conseil à cet égard. Elle expose que l'article 44bis de la loi du 15 décembre 1980 « impose une analyse minutieuse, notamment des éléments visés au §4, et pris seul et conjointement aux obligations de motivation, une motivation détaillée, attestant de cette minutie ».

Or, elle soutient qu'en l'espèce il n'a pas été suffisamment tenu compte de certains éléments qu'elle cite, à savoir :

- les faits ayant menés à sa condamnation par la Cour d'appel se sont déroulés « dans un contexte particulier de violence intrafamiliale aujourd'hui révolu » et « qu'un processus de réconciliation avec les membres de sa famille est en cours, (voy. le témoignage d'une de ses sœurs, pièce 4) » qui serait de « nature à fortement relativiser sa prétendue dangerosité et qui contredit une prétendue rupture de contact », comme « le maintien des contacts [...] étayé par le nombre de visites en prison que les membres de sa famille lui ont rendus durant sa détention (voy. listing des visites en prison en annexe) ».
- l'absence de liens avec la France où elle n'a jamais résidé couplée à la difficulté pour les membres de sa famille de venir la voir pour des raisons financières.
- l'absence de prise en considération du « cadre soutenant » que constituent la présence de sa mère et de ses frères et sœurs lui rendant visite en prison, permettant de favoriser une réinsertion future.
- le travail d'introspection réalisé en détention, les perspectives et le cadre imposé qui seraient suffisants « pour enrayer, prévenir, et contenir une quelconque menace future », la décision attaquée allant dès lors « au-delà de ce qui est nécessaire, en l'espèce ».
- la non prise en compte de l'absence d'intensité des liens avec la France alors qu'elle est née en Belgique et ne s'est rendue en France que quelque fois lors de courts séjours, ne connaît pas ce pays et ne dispose d'aucun des membres de sa famille proche en France.
- le fait que c'est d'un « suivi psychologique, médical, et social dont [elle] a besoin, et qu'une expulsion n'aura aucun effet positif sur [elle] ni sur la protection de la société européenne » ; elle estime que le simple renvoi vers la France pose par ailleurs question quant à « la protection de la société française » et quant à « la prise de responsabilité de la Belgique au regard du fait que la genèse des déviations [...] s'est développée en Belgique » et où elle serait mieux prise en charge et suivie afin de poursuivre sa réinsertion.
- l'absence de recherche d'informations par la partie défenderesse sur « les circonstances particulières des accusations de coups et de vol avec violence commis en novembre 2018 » que cette dernière tient pour établies alors que l'instruction est encore en cours et qu'elle conteste formellement les faits.

- l'absence d'analyse minutieuse des éléments soumis à l'appréciation de la partie défenderesse quant à sa « prétendue dangerosité » alors qu'elle a bénéficié de plusieurs mesures alternatives à sa détention qui se sont déroulées sans encombre - sauf la permission de sortie de novembre 2018 - et qu'il ressort du jugement du Tribunal d'Application des Peines (ci-après TAP) qu'il s'agit « d'un dossier extrêmement complexe » et que si « l'octroi d'une mesure de surveillance électronique est prématurée en l'état actuel des choses, des perspectives de réinsertion existent néanmoins ».

Elle en déduit « qu'il ne ressort pas de la motivation de la décision querellée que la partie adverse ait dûment pris en compte ces éléments soumis à son appréciation durant le processus décisionnel » portant ainsi une atteinte disproportionnée à son droit à la vie familiale et privée.

3.3. En réponse à la note d'observations sur la première branche du moyen dans laquelle la partie défenderesse estime que l'article 44bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 est applicable en l'espèce en faisant valoir que « les années d'incarcération ne peuvent être comptabilisées dans les dix années de séjour en Belgique », se référant à cet égard à l'arrêt prononcé par la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après la Cour de justice) dans l'affaire *Onuekwere* le 16 janvier 2014 (C-378/12) et relevant que l'emprisonnement de l'intéressé a été pris en considération lors de l'appréciation globale exigée pour déterminer si les liens d'intégration tissés précédemment avec la Belgique ont ou non été rompus, la partie requérante estime que cette jurisprudence n'est pas pertinente dans sa situation.

Elle rappelle que dans cet arrêt, la Cour de justice s'est prononcée au sujet de l'acquisition du droit de séjour permanent des ressortissants de pays tiers, membres de la famille d'un citoyen de l'Union dans le cadre duquel la Cour a interprété l'article 16 de la directive 2004/38 quod non en l'espèce dès lors que la décision attaquée est une décision de fin de séjour. Elle fait valoir que le législateur belge n'a pas prévu d'exclure les périodes de détention et à supposer que le droit de l'Union permette au législateur national de prévoir d'exclure de telles périodes, elle relève que le législateur belge n'a pas fait usage de cette possibilité et que l'administration ne peut donc s'en prévaloir dans ses décisions. Elle souligne qu'en tout état de cause, la partie défenderesse motive sa décision *a posteriori*, ce qui ne saurait être admis. Elle renvoie à l'arrêt M.G. rendu par la Cour de Justice le 16 janvier 2014 (C-400/12) dans lequel celle-ci s'est prononcée sur la protection renforcée contre l'éloignement lorsque le citoyen de l'Union séjourne dans l'Etat membre d'accueil depuis dix ans, faisant valoir qu'il fallait effectuer une appréciation globale de la situation de l'intéressé et qu'il est envisageable de prendre en compte les périodes d'emprisonnement lors de cette appréciation pour déterminer si les liens d'intégrations tissés précédemment avec l'Etat membre d'accueil ont été rompus ou non. Dans ce cadre, elle rappelle que la Cour permet de tenir compte du fait que l'intéressé a séjourné dans l'Etat membre d'accueil pendant les dix années précédant son emprisonnement. Elle renvoie à cette jurisprudence, mise en application dans plusieurs arrêts du Conseil du contentieux des étrangers (ci-après « le Conseil ») qu'elle cite, selon laquelle l'emprisonnement d'un citoyen de l'Union ne peut être de nature à rompre automatiquement les liens d'intégration que celui-ci a précédemment tissés et que les années d'emprisonnement n'entraînent pas de manière automatique que l'intéressé ne puisse plus se revendiquer de la protection renforcée contre l'éloignement. Elle reproduit un extrait d'un arrêt du Conseil sur cette problématique pour en conclure que « la période d'emprisonnement ne saurait donc être exclue d'office, « automatiquement » , et force est à nouveau de constater que la décision est muette quant à la méthode de calcul de l'administration, et les motifs au fondement de son raisonnement ». Elle reproche en outre à la partie défenderesse de n'avoir pas du tout tenu compte qu'elle est née en Belgique et y a vécu toute sa vie, y a acquis un séjour permanent et qu'elle n'a aucun lien avec la France si ce n'est sa nationalité, n'y ayant jamais résidé si ce n'est pour de courts séjours touristiques.

En réponse à la note d'observations sur la seconde branche dans laquelle la partie défenderesse estime que c'est en vain que la partie requérante prétend que des raisons impérieuses auraient dû être invoquées et qu'à défaut, la décision n'est pas valablement motivée dès lors que c'est l'article 44bis, § 2 et non § 3, de la loi du 15 décembre 1980 qui est applicable, la motivation très circonstanciée de l'acte attaqué révélant qu'elle a bien eu égard au fait que l'intéressé était né en Belgique, la partie requérante estime que la partie défenderesse se réfère à tort à l'article 44bis, §2, de la loi du 15 décembre 1980 en faisant fi du fait qu'elle est née en Belgique et y a toujours vécu et en ignorant les enseignements de l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle.

4. Discussion

4.1. A titre liminaire, en ce que la deuxième branche du moyen est prise de la violation de l'article 28 de la Directive 2004/38/CE du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de

leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après la Directive 2004/38), celle-ci est irrecevable, la partie requérante n'indiquant pas en quoi ces dispositions auraient été mal transposées en droit interne. Il rappelle en effet que « *dès qu'une directive est transposée dans le droit interne, son invocation directe n'est plus possible, sauf à soutenir que sa transposition est incorrecte* » (CE n°117.877 du 2 avril 2003), ce qui n'est pas le cas en l'espèce. En effet, le seul fait de relever que « [...] les faits pour lesquels [elle] a été condamné[e] et la menace qu'[elle] constitue ne sont pas suffisamment graves et ne rencontrent pas le seuil visé par le législateur belge, ni le seuil (quelque peu différent) visé par le législateur européen, et les garanties dictées par les droits fondamentaux à la vie privée et familiale, pour autoriser une telle décision » ne permet pas de considérer que la partie requérante soulève une mauvaise transposition dudit article de la Directive précitée dans la loi belge. Dès lors, l'invocation de l'article 28 de la Directive 2004/38 manque en droit.

4.2.1. Sur les deux premières branches du moyen unique, le Conseil observe que l'article 44*bis* de la loi du 15 décembre 1980, dans sa dernière version, en vigueur depuis le 19 juillet 2019, et applicable au jour de la décision attaquée, est libellé comme suit :

« § 1er. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3, le ministre ou son délégué peut mettre fin au séjour des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles pour des raisons d'ordre public, de sécurité nationale ou de santé publique.

§ 2. Le ministre peut mettre fin au séjour des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles ayant acquis un droit de séjour permanent conformément aux articles 42quinquies et 42sexies uniquement pour des raisons graves d'ordre public ou de sécurité nationale.

§ 3. Le ministre peut mettre fin au séjour des citoyens de l'Union suivants uniquement pour des raisons impérieuses de sécurité nationale :

1° les citoyens de l'Union qui ont séjourné sur le territoire du Royaume pendant les dix années précédentes;

2° les citoyens de l'Union qui sont mineurs d'âge sauf si la décision est nécessaire dans l'intérêt de l'enfant, comme prévu dans la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant du 20 novembre 1989.

§ 4. Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre une décision visée aux paragraphes 1er, 2 ou 3, il tient compte de la durée du séjour du citoyen de l'Union ou du membre de sa famille sur le territoire du Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle dans le Royaume et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine ».

La dernière réforme, par la loi du 8 mai 2019, s'est limitée, s'agissant de l'article 44*bis* de la loi du 15 décembre 1980, à abroger les termes « et leur donner l'ordre de quitter le territoire » qui figuraient aux paragraphes 1er, 2 et 3.

Il convient de rappeler que l'article 44*bis*, qui avait été inséré par la loi du 15 juillet 1996 et abrogé par la loi du 25 avril 2007, a été rétabli par l'article 26 de la loi du 24 février 2017, entrée en vigueur le 29 avril 2017, modifiant la loi du 15 décembre 1980 « *afin de renforcer la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale* ».

La loi du 24 février 2017 susmentionnée participait d'une réforme plus large qui concerne les ressortissants des pays tiers, d'une part, et les citoyens de l'Union européenne ainsi que les ressortissants de pays tiers qui y sont assimilés d'autre part (*Doc. Parl., Ch., 54, 2215/001, Exp. Mot., p. 5*).

S'agissant des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille, le Législateur a entendu instituer un système de gradation dans la gravité des motifs d'ordre public permettant de limiter leur droit d'entrée et de séjour, en fonction essentiellement de la situation de séjour des personnes étrangères concernées, dans le cadre de la transposition des articles 27 et 28 de la Directive 2004/38/CE. Une distinction doit être faite à cet égard entre les simples « *raisons* », les « *raisons graves* » et les « *raisons impérieuses* », étant précisé que ces raisons peuvent concerner soit l'ordre public ou la sécurité nationale soit, uniquement, la sécurité nationale, et doivent être interprétées conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, dite ci-après « *la CJUE* » (voir *Doc. Parl. Ch., 54, 2215/001, Exp. Mot., p. 23*).

4.2.2. En l'occurrence, la partie requérante expose qu'il n'est pas contesté qu'elle est un citoyen européen et qu'elle comptabilisait plus de dix ans de séjour sur le territoire au moment de l'adoption de l'acte attaqué, en manière telle que la partie défenderesse aurait dû faire application, non pas de l'article 44bis, §2 de la loi du 15 décembre 1980, qui permet de mettre fin à son séjour pour des raisons graves d'ordre public ou de sécurité nationale, mais de l'article 44bis, §3, de la même loi, qui exige des raisons impérieuses pour ce faire.

4.2.3. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse confirme avoir mis fin au séjour de la partie requérante sur la base de l'article 44bis, §2, de la loi du 15 décembre 1980, et non de l'article 44bis, § 3, de la même loi, invoquant l'enseignement jurisprudentiel qui se dégage de l'arrêt *Onuekwere* prononcé par la CJUE le 16 janvier 2014, faisant valoir que la partie requérante ne peut se prévaloir d'un séjour continu en Belgique du fait de ses incarcérations. Elle expose que l'emprisonnement de la partie requérante a été pris en considération lors de l'appréciation globale exigée pour déterminer si les liens d'intégration tissés précédemment avec la Belgique ont ou non été rompus et qu'il en résulte que la partie requérante ne peut se prévaloir d'un séjour ininterrompu de dix ans sur le territoire belge en raison de son emprisonnement. Par ailleurs, elle estime qu'il ressort de la motivation de l'acte attaqué qu'elle a bien eu égard au fait que la partie requérante était née en Belgique et qu'elle affirme ne jamais avoir vécu en France et que sa famille aurait besoin d'elle suite au décès de son père, mais a constaté qu'aucun document n'avait été produit pour étayer ses allégations, que la partie requérante « ne prétendait ni ne démontrait avoir développé des liens supplémentaires de dépendance à l'égard des membres de sa famille autre que les liens affectifs normaux, qu'il n'y avait pas d'obstacles insurmontables au maintien de contacts réguliers avec sa famille qui pourra lui rendre visite régulièrement via différents moyens de communication et enfin qu'affirmer que sa famille aurait besoin de lui était assez interpellant au vu des faits qu'il avait commis et qu'elle avait en outre depuis octobre 2014 appris à vivre sans sa présence ».

La partie défenderesse en déduit que la base légale adoptée en termes de motivation est correcte.

4.2.4.1. Le Conseil observe que les parties s'accordent tant sur le fait que la partie requérante disposait d'un droit de séjour permanent au jour de l'acte attaqué que sur le fait qu'à cette même date, elle séjournait en Belgique depuis plus de dix ans, mais la partie défenderesse soutient dans sa note que ce séjour n'est pas continu en invoquant la jurisprudence de la CJUE en la matière relativement aux années de séjour passées en prison.

4.2.4.2.1. Le Conseil rappelle que la CJUE avait, dans l'arrêt *Onuekwere* précité du 16 janvier 2014, dit pour droit ceci :

« 1) [l']article 16, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) no 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE, doit être interprété en ce sens que les périodes d'emprisonnement dans l'État membre d'accueil d'un ressortissant d'un pays tiers, membre de la famille d'un citoyen de l'Union ayant acquis le droit de séjour permanent dans cet État membre pendant ces périodes, ne peuvent être prises en considération aux fins de l'acquisition, par ce ressortissant, du droit de séjour permanent, au sens de cette disposition.

2) L'article 16, paragraphes 2 et 3, de la directive 2004/38 doit être interprété en ce sens que la continuité du séjour est interrompue par des périodes d'emprisonnement dans l'État membre d'accueil d'un ressortissant d'un pays tiers, membre de la famille d'un citoyen de l'Union ayant acquis le droit de séjour permanent dans cet État membre pendant ces périodes. »

Par cet arrêt, la Cour était amenée à se prononcer, au sujet des conditions de l'acquisition du droit de séjour permanent régi par l'article 16 de la Directive et ce, par les ressortissants de pays tiers, membres de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, ayant séjourné avec celui-ci légalement pendant une période ininterrompue de cinq ans, sur la question de la prise en considération, dans le calcul de ces cinq ans, des périodes d'emprisonnement dans l'État membre d'accueil de ce ressortissant d'un pays tiers.

4.2.4.2.2. Le même jour, dans une affaire c-400/12, la Cour a été amenée à se prononcer sur l'interprétation de l'article 28, § 3, sous a) de la Directive 2004/38, soit sur la protection renforcée contre l'éloignement lorsque le citoyen de l'Union comptabilise dix années de séjour dans l'Etat membre d'accueil.

Dans cet arrêt, la Cour se réfère à son arrêt *Onuekwere* du même jour, en soulignant que « [d]ans la mesure où le degré d'intégration des personnes concernées fonde de manière essentielle tant le droit de séjour permanent que le régime de protection à l'encontre des mesures d'éloignement prévus par la directive 2004/38, les motifs qui justifient que les périodes d'emprisonnement ne soient pas prises en considération aux fins de l'acquisition du droit de séjour permanent ou que ces périodes interrompent la continuité du séjour aux fins de cette acquisition doivent également être retenus dans le cadre de l'interprétation de l'article 28, paragraphe 3, sous a), de cette directive » (point 32).

Elle en déduit que « les périodes d'emprisonnement ne sauraient être prises en considération aux fins de l'octroi de la protection renforcée prévue à l'article 28, paragraphe 3, sous a), de la directive 2004/38 et que ces périodes interrompent, en principe, la continuité du séjour, au sens de cette disposition » (point 33).

Après avoir rappelé que la période de dix ans exigée doit, en principe, être continue, elle se réfère ensuite à l'enseignement de son arrêt *Tsakouridis* selon lequel « s'agissant de la question de savoir dans quelle mesure la discontinuité du séjour au cours des dix années précédant la décision d'éloignement de l'intéressé empêche ce dernier de bénéficier de la protection renforcée, il y a lieu d'effectuer une appréciation globale de la situation de l'intéressé chaque fois au moment précis où se pose la question de l'éloignement (voir, en ce sens, arrêt *Tsakouridis*, précité, point 32) » (ibidem, point 35).

Elle conclut en disant pour droit, d'une part, que cette période de dix ans doit, en principe, être continue et calculée à rebours, à partir de la date de la décision d'éloignement de la personne concernée et, d'autre part, qu'une période d'emprisonnement « est, en principe, de nature à interrompre la continuité du séjour, au sens de cette disposition, et à affecter l'octroi de la protection renforcée qu'elle prévoit, y compris dans le cas où cette personne a séjourné dans l'Etat membre d'accueil pendant les dix années précédant son emprisonnement. Néanmoins, cette circonstance peut être prise en considération lors de l'appréciation globale exigée pour déterminer si les liens d'intégration tissés précédemment avec l'Etat membre d'accueil ont ou non été rompus ».

4.2.4.2.3. Par son arrêt du 17 avril 2018, la CJUE a, plus précisément, dit pour droit qu'un citoyen de l'Union qui n'a pas acquis le droit de séjour permanent, et qui dès lors ne peut se prévaloir de la protection contre l'éloignement, garantie par l'article 28, §2, de la Directive 2004/38, ne peut, *a fortiori* se prévaloir « du niveau de protection considérablement renforcé contre l'éloignement » que prévoit l'article 28, §3, sous a) de la même Directive (CJUE, arrêt du 17 avril 2018, affaires c-316/16 et c-424/16, point 60). Pour ce faire, la Cour a renvoyé notamment à l'arrêt *Onuekwere* du 16 janvier 2014 en rappelant à cet égard que « l'acquisition du droit de séjour permanent prévu à l'article 16, §1er, de la directive 2004/38 est fondée non seulement sur des facteurs spatiaux et temporels, mais également sur des facteurs qualitatifs, relatifs au degré d'intégration dans l'Etat membre d'accueil » (ibidem, voir points 57 et s.).

La Cour s'est ensuite référée à son arrêt du 16 janvier 2014 rendu dans l'affaire c-400/12, notamment pour rappeler que la période de dix ans doit être calculée à rebours, à dater de la date de la décision d'éloignement, et que cette période de dix ans doit en principe être continue. S'agissant de l'incidence des périodes d'emprisonnement sur la continuité du séjour, la CJUE s'est exprimée de la manière suivante :

« 70 S'agissant du point de savoir si des périodes d'emprisonnement peuvent, en tant que telles et indépendamment de périodes d'absence du territoire de l'Etat membre d'accueil, également conduire, le cas échéant, à une rupture du lien avec cet Etat et à une discontinuité du séjour dans ce dernier, la Cour a jugé que, si, certes, de telles périodes interrompent, en principe, la continuité du séjour, au sens de l'article 28, paragraphe 3, sous a), de la directive 2004/38, il y a cependant lieu, aux fins de déterminer si elles ont ainsi entraîné une rupture des liens d'intégration précédemment tissés avec l'Etat membre d'accueil de nature à priver la personne concernée du bénéfice de la protection renforcée garantie par cette disposition, d'effectuer une appréciation globale de la situation de cette personne au moment précis auquel se pose la question de l'éloignement. Dans le cadre de cette appréciation

globale, les périodes d'emprisonnement doivent être prises en considération, ensemble avec tous les autres éléments qui représentent la totalité des aspects pertinents dans chaque cas d'espèce, au rang desquels figure, le cas échéant, la circonstance que la personne concernée a séjourné dans l'État membre d'accueil pendant les dix années précédant son emprisonnement (voir, en ce sens, arrêt du 16 janvier 2014, G., C-400/12, EU:C:2014:9, points 33 à 38).

71 En effet, singulièrement en présence d'un citoyen de l'Union qui s'est déjà, par le passé, et avant même de commettre un acte délictueux ayant justifié sa mise en détention, trouvé en situation de satisfaire à la condition d'un séjour continu de dix années dans l'État membre d'accueil, le fait que la personne concernée a été mise en détention par les autorités dudit État ne saurait être considéré comme étant de nature à rompre automatiquement les liens d'intégration que ladite personne a précédemment tissés avec cet État et la continuité de son séjour sur le territoire de celui-ci, au sens de l'article 28, paragraphe 3, sous a), de la directive 2004/38, et, partant, à la priver de la protection renforcée contre l'éloignement garantie par cette disposition. Une telle interprétation aurait d'ailleurs pour conséquence de priver ladite disposition de l'essentiel de son effet utile, dès lors qu'une mesure d'éloignement sera précisément le plus souvent adoptée en raison de comportements de l'intéressé ayant conduit à sa condamnation et à une privation de liberté.

72 Dans le cadre de l'appréciation globale, rappelée au point 70 du présent arrêt, qu'il appartiendra, en l'occurrence, à la juridiction de renvoi d'effectuer, celle-ci devra, s'agissant des liens d'intégration tissés par B avec l'État membre d'accueil durant la période de séjour antérieure à sa mise en détention, tenir compte du fait que, plus de tels liens d'intégration avec ledit État seront solides, notamment sur les plans social, culturel et familial, au point, par exemple, d'aboutir à un enracinement véritable dans la société de cet État tel que celui constaté par la juridiction de renvoi dans l'affaire au principal, plus la probabilité qu'une période de détention ait pu conduire à une rupture de ceux-ci et, partant, à une discontinuité de la période de séjour de dix années visées à l'article 28, paragraphe 3, sous a), de la directive 2004/38 sera réduite.

73 Quant aux autres éléments pertinents aux fins d'une telle appréciation globale, ils peuvent inclure, ainsi que l'a relevé M. l'avocat général aux points 123 à 125 de ses conclusions, d'une part, la nature de l'infraction ayant justifié la période d'emprisonnement en cause et les conditions dans lesquelles cette infraction a été commise, et, d'autre part, tous éléments pertinents relatifs à la conduite de l'intéressé durant la période d'incarcération.

74 En effet, alors que la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles celle-ci a été commise permettent d'appréhender la mesure dans laquelle la personne concernée s'est, le cas échéant, éloignée de la société de l'État membre d'accueil, l'attitude de l'intéressé durant sa détention peut, pour sa part, contribuer à renforcer un tel éloignement ou, au contraire, à maintenir ou à restaurer des liens d'intégration précédemment tissés par celui-ci avec ledit État membre en vue de sa réinsertion sociale prochaine dans ce dernier.

75 À ce dernier égard, il convient d'ailleurs de tenir compte de ce que, ainsi que l'a déjà relevé la Cour, la réinsertion sociale du citoyen de l'Union dans l'État où il est véritablement intégré est dans l'intérêt non seulement de ce dernier, mais également de l'Union européenne en général (arrêt du 23 novembre 2010, Tsakouridis, C-145/09, EU:C:2010:708, point 50).

Au terme de ce raisonnement, la Cour a dit pour droit ceci :

« [...] »

2) L'article 28, paragraphe 3, sous a), de la directive 2004/38 doit être interprété en ce sens que, dans le cas d'un citoyen de l'Union qui purge une peine privative de liberté et à l'encontre duquel une décision d'éloignement est adoptée, la condition d'avoir « séjourné dans l'État membre d'accueil pendant les dix années précédentes », énoncée à cette disposition, peut être satisfaite pour autant qu'une appréciation globale de la situation de l'intéressé tenant compte de la totalité des aspects pertinents amène à considérer que, nonobstant ladite détention, les liens d'intégration unissant l'intéressé à l'État membre d'accueil n'ont pas été rompus. Parmi ces aspects figurent, notamment, la force des liens d'intégration tissés avec l'État membre d'accueil avant la mise en détention de l'intéressé, la nature de l'infraction ayant justifié la période de détention encourue et les circonstances dans lesquelles elle a été commise ainsi que la conduite de l'intéressé durant la période de détention. »

Enfin, la Cour a également précisé que la condition de séjour pendant dix ans, au sens de l'article 28, §3, sous a), « doit être appréciée à la date à laquelle la décision d'éloignement initiale a été adoptée ».

Il résulte de ce qui précède qu'il ne peut être considéré, de manière automatique, que les années d'emprisonnement interrompent le séjour de dix ans requis pour que le citoyen de l'Union puisse se prévaloir de la protection renforcée prévue à l'article 28, § 3, sous a) de la Directive 2004/38.

Le Conseil observe que la Cour a jugé que les périodes de détention du citoyen de l'Union « peuvent conduire, le cas échéant, à une rupture du lien » avec l'Etat membre d'accueil. La Cour exige également qu'il soit procédé à un examen global aux fins de déterminer s'il peut ou non bénéficier de la protection renforcée prévue par la disposition précitée et que, dans le cadre de cette appréciation globale, les périodes d'emprisonnement doivent être prises en considération, ensemble avec tous les autres éléments pertinents de la cause afin de déterminer si elles ont entraîné une rupture du lien avec l'Etat membre d'accueil. Il se dégage également de l'enseignement de la jurisprudence de la Cour qu'une attention doit être en particulier accordée dans le cadre de cet examen lorsque l'intéressé présentait une intégration forte avec l'Etat membre d'accueil avant sa mise en détention.

4.2.4.3. En l'espèce, le Conseil observe que la partie défenderesse n'a pas indiqué dans la motivation de sa décision que les années d'incarcération de la partie requérante aient pu rompre ses liens d'intégration avec la Belgique et force est de constater que les périodes d'emprisonnement subies par la partie requérante ne sont pas clairement reprises dans l'acte attaqué.

De manière plus générale, s'il apparaît que la partie défenderesse a pris soin de motiver son analyse de la dangerosité de la partie requérante en tenant compte d'une série d'éléments, il ne peut toutefois être déduit des termes de la motivation de l'acte attaqué que la partie défenderesse a procédé à un examen rigoureux des liens d'intégration de la partie requérante en Belgique et ce, alors même que celle-ci est née sur le territoire du Royaume et y réside depuis de manière continue, qu'elle avait vingt-cinq ans au jour de l'acte attaqué, que la partie défenderesse ne conteste pas l'existence de liens familiaux en Belgique, à tout le moins avec les membres de sa famille nucléaire, et que ceux-ci préexistaient à sa mise en détention.

A cet égard, le Conseil observe que dans sa requête, la partie requérante soutient avoir maintenu des liens avec des membres de sa famille résidant sur le territoire par le biais de visites en prison tout au long de l'année 2019, ce qu'elle atteste en joignant à sa requête une liste des visites reçues dans le courant de l'année 2019. Ces visites ne sont pas contestées par la partie défenderesse qui le relève également dans l'acte attaqué. Il ressort en outre d'une pièce du dossier administratif intitulé « Système de gestion des dossiers des délinquants », qu'en réalité la partie requérante a notamment reçu des visites de sa mère, deux de ses sœurs et de son frère de manière très suivie non seulement en 2019, mais également en 2016, 2015 et 2014.

Les considérations tenues par la partie défenderesse dans sa note d'observations au sujet de la vie privée et familiale de la partie requérante en Belgique, qui ne font en réalité que réitérer les éléments contenus dans la décision attaquée, ne révèlent pas de contestation quant à la réalité des liens familiaux ainsi invoqués. Au demeurant, la plupart des arguments invoqués par la partie requérante en temps utile, relativement à ses liens avec la Belgique, n'ont effectivement pas été remis en cause par la partie défenderesse dans l'acte attaqué. Le fait que l'ensemble de la famille de la partie requérante rend visite à cette dernière en détention tend à indiquer que les liens avec la Belgique n'ont pas été rompus, et ce indépendamment du risque que les membres de cette famille puissent être sous influence et susceptibles d'être mis en danger par la partie requérante.

En outre, si la partie défenderesse déduit de son analyse que l'intégration de la partie requérante est « *pour le moins limitée* », elle ne conteste toutefois pas qu'il en existe une.

Il incombe en conséquence à la partie défenderesse de déterminer les périodes d'emprisonnement subies qui sont, conformément à la jurisprudence de la CJUE, de nature à rompre, en principe, les liens d'intégration de la partie requérante, à procéder à un examen rigoureux des liens d'intégration de la partie requérante en Belgique et à motiver la raison pour laquelle les années d'incarcération de la partie requérante ont pu rompre ses liens d'intégration avec la Belgique.

Quant aux liens d'intégration qu'il convient de prendre en considération dans le cadre de cet examen global, ils ne se limitent pas à une intégration sociale pour laquelle les relations familiales n'entreraient

pas en ligne de compte, étant rappelé que la partie défenderesse doit se livrer à cet égard à un examen global.

La partie défenderesse ne pouvait, en l'espèce, valablement fonder sa décision sur l'article 44*bis*, §2 de la loi du 15 décembre 1980 sans avoir au préalable vérifié si les périodes d'emprisonnement subies par la partie requérante ont entraîné une rupture des liens d'intégration de cette dernière précédemment tissés avec l'État membre d'accueil.

Il résulte de ce qui précède qu'en fondant la décision attaquée sur l'article 44*bis*, §2, de la loi du 15 décembre 1980 sans avoir valablement exposé la raison pour laquelle la partie requérante, titulaire d'un droit de séjour permanent, ne pouvait, au vu de sa naissance en Belgique et de son séjour dans le Royaume depuis lors, se voir appliquer l'article 44*bis*, §3 de la même loi, la partie défenderesse a violé l'article 44*bis* de cette même loi et n'a pas motivé adéquatement sa décision.

Sans devoir statuer à ce stade sur la question de la prise en compte ou non des éléments, produits par la partie requérante postérieurement à l'introduction de sa requête, relatifs notamment à la réconciliation avec sa famille, le Conseil doit conclure que le moyen est dès lors fondé en ses première et deuxième branches, et dans les limites exposées ci-dessus, ce qui suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

4.3. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

5. Débats succincts

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande en suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision de fin de séjour, prise le 2 décembre 2019, est annulée.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le douze mai deux mille vingt par :

Mme B. VERDICKT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme D. PIRAUX, greffière assumée

La greffière, La présidente,

D. PIRAUX

B. VERDICKT